

# POUR UNE AGENCE DE FINANCEMENT DU JOURNALISME EN FRANCE ?

LE 20 MAI 2010 THÉO HABERBUSCH

Pour se renouveler, la profession aurait tout intérêt à regarder du côté du modèle de financement de la recherche, en l'adaptant à ses spécificités.

J'ai posé dans un récent billet les bases d'une **comparaison entre le monde de la recherche et celui des journalistes**. Je poursuis ma réflexion avec le nerf de la guerre : l'argent. Je propose ici la mise en place d'une agence de financement du journalisme en France, qui pourrait contribuer au renouveau de notre profession.

## S'INSPIRER DE LA RECHERCHE MONDIALE

La norme dans la recherche mondiale devient de financer une partie de l'activité des chercheurs en leur demandant de répondre à des appels à projets. La mise en concurrence est féroce, et en général seul un quart des postulants décrochent un chèque (dont le montant est alors très élevé). Selon ce système, ce sont ainsi les meilleurs qui sont financés. Surtout, les appels à projets évitent de figer des positions acquises : les jeunes peuvent s'émanciper des mandarins, des collaborations nouvelles sont suscitées, la science est dynamisée. En France, ce système est mis en œuvre depuis 2005 seulement, avec la création de l'**Agence nationale pour la recherche** (ANR).

Cette agence est devenue le nouveau tiroir caisse de nos scientifiques, jusque là habitués à recevoir des dotations de fonctionnement du CNRS ou des universités. Dans le secteur des sciences humaines et sociales, dont j'ai déjà dit combien il ressemblait selon moi à celui de la presse, l'ANR a constitué une bouffée d'air frais pour de nombreuses équipes (même si elle constitue aussi un bouleversement organisationnel qu'il ne faut pas négliger).

## APPELS À PROJETS OUVERTS À TOUTE LA PROFESSION

Comment le journalisme pourrait tirer parti de la façon dont la recherche est financée ? Imaginez. Tous les ans, une agence lancerait des appels à projets ouverts à toute la profession. Seule condition pour pouvoir déposer un dossier, que le rédacteur en chef dont dépend le journaliste, le contresigne. À gagner : de 15 000 à 100 000 euros (voire plus) pour réaliser non pas un petit reportage, mais pour conduire une enquête. Les fonds permettent de s'équiper, de recruter des journalistes ou des techniciens en CDD pour appuyer le porteur du projet ou pour le remplacer pendant quelques mois.

Parmi les critères des appels à projets, figurerait l'obligation d'y répondre à plusieurs (médiats différents, pays différents etc). L'enquête financée pourrait durer de quelques mois mois à une année, avec la possibilité d'être prolongée si le journaliste parvient à se justifier. Un rapport intermédiaire pour rendre compte de l'avancée des travaux pourrait être exigé.

Tout se terminerait par une publication (ou plusieurs en fonction de l'ampleur du travail) ou par la mise en ligne d'un site web dédié. Les employeurs des journalistes auraient tout à gagner de ce système, étant donné qu'eux-mêmes ne sont plus en mesure de financer de telles enquêtes. Les journalistes, y compris (surtout!) les plus jeunes, pourraient ainsi donner la pleine mesure de leur talent.

## DES THÈMES PRIORITAIRES

Le pays a aussi tout à gagner d'une presse redevenue ambitieuse. En effet, les appels à projets pourraient être en partie complètement ouverts (aucun thème spécifié, seule l'excellence de la réponse compte) et en partie ciblés. Les appels ciblés permettraient d'inciter les journalistes à se pencher sur de nouveaux problèmes ou des problèmes jugés

essentiels pour notre société (l'éducation, la santé, la vie politique, la vie économique et financière).

Qui sélectionnerait les projets ? Les chercheurs ont un principe : seuls les pairs sont jugés capables de décider si tel ou tel dossier mérite d'être retenu. Pour ce qui est des journalistes je pense qu'il faut varier : les comités de sélection devraient rassembler des journalistes et des représentants de la société civile. L'important c'est que les comités soient renouvelés très régulièrement et que des règles déontologiques soient fixées, pour éviter le copinage.

## LES MOYENS À DÉGAGER

Oui, mais comment financer ce joli projet, puisque la presse n'a pas d'argent ? En France, l'État a doté l'ANR de près d'un milliard d'euros. De tels moyens ne sont pas nécessaire, en l'état actuel, pour la presse. Rien que le **fonds d'aide au développement de la presse en ligne** né des États généraux de la presse disposera de 20 millions d'euros en 2009 et 2010. Il suffirait de mobiliser une fraction de cette somme pour redynamiser le système.

Aux États-unis, le rapport Leonard-Schudson allait un peu dans le même sens en préconisant un **fonds national de financement de l'information locale**. Et vous, vous avez d'autres idées pour faire redémarrer la presse française ?

Billet initialement publié sur **Monjournalisme.fr** sous le titre "Plaidoyer pour la création d'une agence de financement du journalisme en France"; illustration CC Flickr **Vetustense Photorogue**

### MARCHANGE

le 20 mai 2010 - 10:44 &bullet; SIGNALER UN ABUS - PERMALINK



Je résume :

*"Les lecteurs n'achètent pas nos journaux donc on va se passer de leur consentement et demander à l'Etat de nous financer (mais on fera de la qualité hein !)"*

VOUS AIMEZ



1

VOUS N'AIMEZ PAS



0

LUI RÉPONDRE

### HABERBUSCH

le 20 mai 2010 - 11:39 &bullet; SIGNALER UN ABUS - PERMALINK



*@JCFeraud : De mon point de vue, la dépendance envers l'Etat n'est pas le sujet. Elle est déjà réelle. L'AFP ne vit que par les abonnements et les subventions de l'Etat. Les quotidiens aussi, à travers les tarifs préférentiels concernant la diffusion. L'agence nationale de la recherche que je prends comme modèle est financée par l'Etat mais pilotée par des chercheurs et aucun, je dis bien aucun, n'affirme que cette agence financerait de la mauvaise recherche. (L'enquête en accès réservé aux abonnés : <http://www.lors.fr/magazine/48-Consultez-le-magazine-numero-48.html>) Ce sont des comités d'experts qui sélectionnent les projets qui vont être financés. Et c'est dans la qualité de ces comités que se joue la qualité du journalisme.*

*@marchange: je ne souscris pas à ton résumé de mon papier ;-) Il s'agit justement d'augmenter la qualité de ces mêmes journaux, ou sites web. De proposer aux lecteur des contenus que personne n'est en mesure de financer aujourd'hui. Ce que je propose est très nouveau, mais je suis convaincu que c'est une voie de salut. Nous n'aurons jamais en France de dons massifs permettant de financer des fondations comme cela existe aux Etats Unis. Mais nous devons trouver un moyen de financer du journalisme d'enquête. Je pense qu'une agence, disposant du statut d'autorité indépendante, pourrait constituer une solution "à la française". Les journalistes doivent s'en saisir et en faire leur outil de dynamisation de la profession.*

VOUS AIMEZ



0

VOUS N'AIMEZ PAS



0

LUI RÉPONDRE

### HABERBUSCH

le 20 mai 2010 - 11:44 &bullet; SIGNALER UN ABUS - PERMALINK



*@proxiti : concernant les subventions, j'ai déjà répondu. Je ne vois pas ce qu'il y a de scandaleux à ce que l'Etat soutienne la presse, il le fait déjà. Sur le copinage tu as*

*évidemment raison: c'est l'écueil le plus dangereux. Mais les chercheurs, ont trouvé des solutions. Règles déontologiques strictes pour les membres des comités de sélection des projets et exigence extrême sur le CV des gens qui les composent. Après il n'y a pas de secret: si des bons projets sont sélectionnés, l'agence construira sa légitimité. Sinon elle est foutue c'est évident. Mais en la matière, il faut se lancer! Je ne peux pas, a priori, ne pas faire un minimum confiance à ma profession pour se prendre en main...*

VOUS AIMEZ



0

VOUS N'AIMEZ PAS



0

LUI RÉPONDRE

## MARCHANGE

le 20 mai 2010 - 12:27 &bullet; SIGNALER UN ABUS - PERMALINK



@HABERBUSCH :

*"Ce que je propose est très nouveau"*

*Le financement de la presse par l'Etat, c'est déjà le cas et ça n'a rien de nouveau. Et c'est d'ailleurs le mal qui la ronge.*

*"Nous n'aurons jamais en France de dons massifs permettant de financer des fondations comme cela existe aux Etats Unis."*

*Peut-être parce que l'Etat prend l'argent, qui aurait pu servir à ces dons, pour financer ce genre d'agences ?*

*(C'est un travail de journaliste de chercher le pourquoi, nan ?)*

*"Mais nous devons trouver un moyen de financer du journalisme d'enquête. Je pense qu'une agence, disposant du statut d'autorité indépendante, pourrait constituer une solution "à la française"."*

*Mais c'est bien sûr ! Et l'autorité qui signera les chèques à la fin du mois n'aura strictement aucune influence !*

*Et vous prenez l'exemple du CNRS pour appuyer votre propos... Il faut sortir du pays des bisounours !*

*"Les journalistes doivent s'en saisir et en faire leur outil de dynamisation de la profession."*

*Une chose qui dynamiserait la profession, ça serait de ne plus se faire financer par des subventions.*

*Totale révolution : le journaliste devrait se préoccuper de ce que souhaite son lecteur ! Ca deviendrait un client ! OMG !*

*A titre personnel, je ne souhaite pas, actuellement, financer la presse française. De part la médiocrité des articles, je n'achète aucun journal français. C'est ma façon la plus directe d'exprimer mon mécontentement. Et c'est mon droit le plus strict, vous en conviendrez.*

*Dès lors, est-ce juste que mon argent (qu'on me prend par le divers impôts et taxes) serve à financer des entreprises à qui je refuse expressément mon soutien ?*

VOUS AIMEZ



1

VOUS N'AIMEZ PAS



0

LUI RÉPONDRE

## PROXITI - OLIVIER BAUCHAT

le 20 mai 2010 - 12:27 &bullet; SIGNALER UN ABUS - PERMALINK



1- Les subventions :

*Les subventions pervertissent tous les systèmes car elles trompent les règles et favorisent certains acteurs sur des critères souvent liés à la cooptation et au copinage.*

*Les subventions ne peuvent que faire douter de l'indépendance de ceux qui les perçoivent, car un jour ou l'autre il faut rendre des comptes.*

*Les subventions ne peuvent que nuire à la libre expression comme cela se passe déjà depuis des décennies avec la vieille presse.*

*En effet, je ne connais aucun chien qui mord la main de celui qui le nourrit.*

*Narvic(novovision) a déjà écrit un très bon billet sur le sujet : <http://novovision.fr/?Subventions-a-la-presse-en-ligne>*

2- Une agence de financement style ANR

*Tous ceux qui ont approché l'ANR savent que tout y fonctionne par copinage et politique carriériste.*

*Tout comme Oséo d'ailleurs.*

*Le système est consanguin, et cela ne favorise pas l'innovation. Est ce pour cela que la France qui était aux premiers rangs de l'innovation perd progressivement sa place ?*

Ceci dit je respecte votre position.

Toutes les propositions et initiatives pour sauver l'esprit du journalisme (qui est différent de l'industrie des vieux médias) sont louables.

Mais créer une nouvelle officine de distribution de subventions publiques ne va pas à mon sens favoriser le retour à l'indépendance perdue des vieux médias.

VOUS AIMEZ



1

VOUS N'AIMEZ PAS



0

LUI RÉPONDRE

## HABERBUSCH

le 20 mai 2010 - 15:50 &bullet; SIGNALER UN ABUS - PERMALINK



@marchange Je suis un pragmatique. Un financement de la presse sans l'Etat chiche! Mais je pense aussi que l'Etat n'est pas le mal absolu, et qu'en se dotant d'une agence indépendante, il pourrait dynamiser la presse. Pourquoi ne pas introduire un financement public-privé de cette agence d'ailleurs? Le coeur de mon propos c'est d'introduire une (saine) concurrence dans la sélection des projets. Afin justement de faire monter la qualité. Aujourd'hui aussi je suis déçu par les journaux, je vous rejoins! MAis je sais aussi que des journalistes font un travail super ou ont des idées nouvelles, simplement ils n'ont pas les moyens de les faire passer! Une agence qui les financerait leur permettrait de mettre le pied à l'étrier.

Quant au CNRS, relisez bien, je ne le prends pas pour modèle. J'explique que l'ANR visait à rééquilibrer le financement de la recherche, qui dépendait trop des subsides du CNRS.

@proxiti. Non, fondamentalement pas d'accord avec vous. J'ai fait plus qu'approcher l'ANR. Je l'ai marquée à la culotte en tant que journaliste chargé de suivre la recherche publique. J'ai enquêté dessus. Et je redis qu'aucun chercheur, même les plus critiques sur le financement par projets, ne remet en cause la qualité de la sélection de l'ANR.

Sur les subventions, sachez que je travaille pour une agence de presse dont le modèle de réussite se fonde sur l'info de qualité, que les abonnés payent (cher). Je ne suis donc pas un "subventiomaniaque"! Mais il ne faut pas caricaturer. Les subventions ne pervertissent pas "tout". Le marché ne finance pas tout non plus. Un Etat démocratique doit avoir une presse forte et diversifiée. L'agence que je propose vise à être un aiguillon, et je continue d'y croire ;-)

VOUS AIMEZ



0

VOUS N'AIMEZ PAS



0

LUI RÉPONDRE

## MARCHANGE

le 20 mai 2010 - 16:56 &bullet; SIGNALER UN ABUS - PERMALINK



@HABERBUSCH :

Bon, vous ne répondez pas à mes arguments, nous tournons donc en rond. J'aimerais simplement que vous répondiez à ma dernière question, qui est, pour moi, essentielle. Je la reformule.

Je n'aime pas une entreprise pour X raison. J'exerce alors ce que je trouve être la démarche la plus efficace, juste et pacifiste pour lutter contre cette entreprise : je n'achète pas ces produits.

Trouverez-vous alors juste que l'Etat prenne mon argent sans mon consentement (par la force donc) pour justement financer cette entreprise ?

"Je suis un pragmatique."

En effet, quelqu'un qui pense que la fin justifie les moyens.

VOUS AIMEZ



0

VOUS N'AIMEZ PAS



0

LUI RÉPONDRE

## HABERBUSCH

le 20 mai 2010 - 17:30 &bullet; SIGNALER UN ABUS - PERMALINK



@marchange Je vous réponds, mais vous n'aimez pas la réponse ;-) Vous défendez une politique de sélection naturelle stricte. Mais si l'on vous suit, on devrait se laver les mains de la disparition de toute presse prétendant à la qualité en France. Plus généralement tout secteur non rentable devrait disparaître? Alors supprimons les hôpitaux, je trouve qu'ils ne soignent pas très bien. Ce n'est pas raisonnable!

Donc je vous réponds clairement: oui, je veux bien que l'Etat utilise une partie de ses

ressources (donc de mes ressources) s'il a une stratégie pour élever la qualité des journaux.

Je rebondis sur votre "blocage" qui m'apparaît un peu idéologique : pourquoi ne pas créer une agence de financement à durée de vie limitée? Trois ou cinq ans par exemple, au terme desquels on verrait bien si la qualité augmente, si le lectorat vient ou revient etc. Je rappelle que l'Etat débloque bcp de fonds suite aux états généraux de la presse, je ne propose pas d'en débloquer plus, mais d'orienter l'argent différemment. ET de construire un co-financement avec le privé. On pourrait aussi, symboliquement, demander aux médias de contribuer au fond.

VOUS AIMEZ



0

VOUS N'AIMEZ PAS



0

LUI RÉPONDRE

### JEAN-YVES GAREL

le 20 mai 2010 - 18:09 &bullet; SIGNALER UN ABUS - PERMALINK



L'Etat, qui privatise l'énergie, le téléphone, les transports... bref tous ces services impliquant de vastes infrastructures et d'utilité publique se mettrait à nationaliser la presse ! Comique. A la lecture de l'article, on comprend qu'il s'agit plutôt de demander à l'Etat de financer des grands reportages, en d'autres termes des études bien rédigées pour qu'elles puissent être lues par le grand public (de bon niveau quand même). Cela n'a pas grand chose à voir avec le journalisme.

VOUS AIMEZ



1

VOUS N'AIMEZ PAS



0

LUI RÉPONDRE

### MARCHANGE

le 20 mai 2010 - 20:05 &bullet; SIGNALER UN ABUS - PERMALINK



@HABERBUSCH :

"Plus généralement tout secteur non rentable devrait disparaître?"

Oui, car toute entreprise déficitaire détruit de la richesse et bloque des ressources qui pourraient servir à d'autres entreprises pour se développer.

Mais le problème n'est pas là. Si vous voulez financer des entreprises déficitaires, grand bien vous fasse, mais faites-le avec votre argent ! Et non le mien !  
Le mot-clé ici est "consentement".

Et sinon :

<http://owni.fr/2010/05/20/deja-beneficiaire-le-huffington-post-fete-ses-5-ans/>

AH ! AH !

VOUS AIMEZ



1

VOUS N'AIMEZ PAS



0

LUI RÉPONDRE

### LULU

le 24 mai 2010 - 10:50 &bullet; SIGNALER UN ABUS - PERMALINK



Marchange a raison.

VOUS AIMEZ



1

VOUS N'AIMEZ PAS



0

LUI RÉPONDRE

## 2 pings

Les tweets qui mentionnent Pour une agence de financement du journalisme en France ! » Article » owni.fr, digital journalism -- Topsy.com le 20 mai 2010 - 10:25

[...] Ce billet était mentionné sur Twitter par morgiana, Owni, Olivier Bauchat, Olivier Mégean, J-C Feraud et des autres. J-C Feraud a dit: Pour une agence de financement du journalisme? [Owni] <http://goo.gl/fb/k7JOE> Je ne sais pas si c'est une bonne idée de dépendre de l'Etat... [...]

Financement du journalisme : la France débat, les Belges (en) avancent | Monjournalisme.fr le 26 septembre 2010 - 18:14

*[...] j'ai proposé de créer en France une agence de financement du journalisme. Ce post, repris sur Owni, m'a valu quelques critiques. Pas bien originales. Il est inimaginable que l'Etat [...]*